

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/33071]

2 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon adaptant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie aux modifications du Service public de Wallonie Secrétariat général et du Service public de Wallonie Finances

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, modifié par les lois spéciales des 16 juillet 1993 et 8 août 1988 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 août 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 septembre 2021 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie, les mots « ou par le Département des Technologies de l'Information et de la Communication » sont remplacés par les mots « ou par le SPW Digital ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Les projets de bons de commande ou de tout engagement juridique portant sur l'acquisition, la location ou la réparation de biens ou services non spécifiques sont transmis au directeur général du SPW Support, lequel les communique, selon le cas, au Département de la gestion mobilière, au département de la gestion immobilière ou au SPW Digital. ».

Art. 3. L'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. Les délégations de pouvoirs sont octroyées aux agents statutaires, à l'exclusion des stagiaires, et aux membres du personnel contractuel du Service public de Wallonie.

Tout agent auquel des fonctions supérieures sont octroyées et tout agent désigné ad interim pour exercer une fonction à laquelle un grade supérieur est attaché exerce les pouvoirs délégués au titulaire dudit grade par le présent arrêté. ».

Art. 4. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par celui-ci, respectivement accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au directeur général du SPW Support, au directeur général du SPW Digital ou, pour les départements et les directions relevant directement du secrétaire général, à l'inspecteur général ou au directeur concerné.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par celui-ci, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'inspecteur général du département concerné ou, pour les directions relevant directement du directeur général, au directeur de la direction concernée. » ;

2^o à l'alinéa 2, devenu alinéa 3, les mots « à l'alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « aux alinéas 1^{er} et 2 » ;

3^o à l'alinéa 3, devenu alinéa 4, les mots « à l'alinéa 2 » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 3 » ;

4^o à l'alinéa 4, devenu alinéa 5, les mots « à l'alinéa 2 » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 3 ».

Art. 5. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots « d'un SACA » sont abrogés ;

2^o un paragraphe 3 rédigé comme suit est insérés après le paragraphe 2 :

« § 3. Pour l'application des sections 3, 4 et 5 du chapitre I^{er}, le secrétaire général exerce les délégations dont il est investi à l'égard uniquement des services du SPW Secrétariat général qui ne sont pas attribués à une direction générale par l'organigramme du Service public de Wallonie. ».

Art. 6. A l'article 7 du même arrêté, § 1^{er}, 1^o, les mots « au secrétaire général et » sont abrogés.

Art. 7. A l'article 8 du même arrêté, les mots « au secrétaire général ou » sont abrogés.

Art. 8. Dans l'article 31, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « du Service public de Wallonie Budget, Logistique et Technologies de l'information et de la communication » sont remplacés par les mots « du SPW Support ».

Art. 9. Dans l'article 36 du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du SPW Support ».

Art. 10. Dans l'article 37 du même arrêté, les mots « Le secrétaire général et tout agent du niveau A désigné à cet effet » sont remplacés par les mots « Le directeur général du SPW Support et tout agent ou membre du personnel contractuel du niveau A désigné à cet effet par celui-ci ».

Art. 11. Dans l'article 38, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont chaque fois remplacés par les mots « directeur général du SPW Support ».

Art. 12. Dans l'article 40 du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du SPW Support ».

Art. 13. A l'article 41 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « Le secrétaire général et tout agent du niveau A désigné à cet effet » sont remplacés par les mots « Le directeur général du SPW Support et tout agent ou membre du personnel contractuel du niveau A désigné à cet effet par celui-ci » ;

2° trois alinéas rédigés comme suit sont insérés après l'alinéa 1^{er}:

« Le directeur général du SPW Support ou les agents et membres du personnel contractuel du niveau A désignés à cet effet par celui-ci approuvent et liquident ou désengagent, s'il échet, dans le cadre des activités de leur direction générale, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire ou délégué à charge des crédits prévus sur les articles de base de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région ainsi que toute autre dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou délégué en matière de biens et services non spécifiques relatifs à la gestion de biens mobiliers ou immobiliers.

Par dérogation à l'article 9, alinéa 2, délégation est accordée au directeur général du SPW Support, sans limitation de montant, pour liquider toute dépense imputable sur les articles de base 12.04 et 12.05, du titre I^{er} du programme 23 de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région concernant les loyers et redevances relatifs aux biens immobiliers.

Le directeur général SPW Digital ou les agents et membres du personnel contractuel du niveau A désignés à cet effet par ceux-ci approuvent et liquident ou désengagent, s'il échet, dans le cadre des activités de leur direction générale, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire ou délégué à charge des crédits prévus sur les articles de base de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région ainsi que toute autre dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou délégué en matière de biens et services non spécifiques relatifs à l'informatique. ».

Art. 14. Dans le chapitre II, section 2, du même arrêté, il est inséré un article 41/1 rédigé comme suit :

« Art. 41/1. Le secrétaire général exerce les attributions du directeur général à l'égard des services du SPW secrétariat général qui ne sont pas attribués à une direction générale par l'organigramme du Service public de Wallonie pour l'application des articles 7, 43, 46 et 47 et à l'égard de tous les services du SPW secrétariat général, à l'exclusion des directeurs généraux du SPW secrétariat général pour les décisions visées à l'article 8.

Délégation est accordée au secrétaire général pour prendre les décisions visées à l'article 7 à l'égard des directeurs généraux du secrétariat général. ».

Art. 15. Dans l'article 42 du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du SPW Support ».

Art. 16. A l'article 43 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « au secrétaire général ou à tout agent de niveau A désigné à cet effet » sont remplacés par les mots « au directeur général du SPW Support ou à tout agent ou membre du personnel contractuel de niveau A désigné à cet effet » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « au congé d'accueil en vue de l'adoption, » sont remplacés par les mots « au congé d'adoption et congé d'accueil, » ;

3° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « et au régime de travail visé à l'article 391 quater de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne » sont ajoutés ;

4° aux alinéas 2 et 3, les mots « secrétaire général » sont chaque fois remplacés par les mots « directeur général du SPW Support ».

Art. 17. A l'article 44 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « au secrétaire général ou à tout agent de niveau A désigné à cet effet » sont remplacés par les mots « au directeur général du SPW Support ou à tout agent ou membre du personnel contractuel de niveau A désigné à cet effet » ;

2° les mots « pour raison d'âge ou à la retraite anticipée des agents » sont abrogés.

Art. 18. A l'article 45 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « au secrétaire général ou à tout agent de niveau A désigné à cet effet » sont remplacés par les mots « au directeur général du SPW Support ou à tout agent ou membre du personnel contractuel de niveau A désigné à cet effet » ;

2° les mots « en ce compris les avenants à ces contrats » sont ajoutés en fin de phrase.

Art. 19. Dans l'article 46, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du SPW Support ».

Art. 20. Dans l'article 47 du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du SPW Support ».

Art. 21. Dans l'article 48 du même arrêté, les mots « au secrétaire général ou à tout agent de niveau A désigné à cet effet » sont remplacés par les mots « au directeur général du SPW Support ou à tout agent ou membre du personnel contractuel de niveau A désigné à cet effet ».

Art. 22. Dans l'article 49 du même arrêté, les mots « au secrétaire général ou à tout agent de niveau A désigné à cet effet » sont remplacés par les mots « au directeur général du SPW Support ou à tout agent ou membre du personnel contractuel de niveau A désigné à cet effet ».

Art. 23. Dans l'article 50 du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du SPW Support ».

Art. 24. Dans l'article 51 du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du SPW Support ».

Art. 25. A l'article 52 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « au secrétaire général ou à tout agent de niveau A désigné à cet effet » sont remplacés par les mots « au directeur général du SPW Support ou à tout agent ou membre du personnel contractuel de niveau A désigné à cet effet » ;

2° le mot « hormis » est remplacé par les mots « en ce compris ».

Art. 26. Dans l'article 53, du même arrêté, les mots « secrétaire général » sont remplacés par les mots « directeur général du SPW Support ».

Art. 27. L'article 54 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 54. Sauf en ce qui concerne les mandataires et sans préjudice de l'article 55, délégation est accordée au directeur général du SPW Support pour infliger une sanction disciplinaire de blâme, de retenue de traitement et de déplacement disciplinaire.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général du SPW Support, la délégation est exercée par le secrétaire général. ».

Art. 28. L'article 55 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Par dérogation à l'article 9, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement de fonctionnement du Gouvernement, délégation est accordée au secrétaire général » sont remplacés par les mots « Pour les agents d'un rang inférieur au rang A4, délégation est accordée au directeur général du SPW Support » ;

2° un alinéa rédigé comme suit est insérés après l'alinéa 1 « En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général du SPW Support, la délégation est exercée par le secrétaire général. ».

Art. 29. Dans le même arrêté, chapitre II, il est inséré une section 3, comportant les articles 55/1 à 55/2 rédigé comme suit :

« Section 3. Délégations en matière de gestion immobilière

Art. 55/1. Délégation est accordée au directeur général du SPW Support pour :

1° conclure les baux à loyer pour autant que le loyer annuel ne dépasse pas 125.000 euros;

2° conclure les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs pour autant que leur montant ne dépasse pas 125.000 euros ;

3° signer les conventions de location relatives à l'occupation temporaire, par des personnes physiques ou morales, des locaux des Centres d'information et d'accueil du Service public de Wallonie.

Art. 55/2. Délégation est accordée au directeur général du SPW Support ou à un agent ou membre du personnel contractuel de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour :

1° représenter le ministre pour la passation et la conclusion des actes relatifs à l'acquisition ou la cession de biens immeubles ;

2° siéger au sein des assemblées de copropriétaires ainsi que dans les conseils de copropriété avec pouvoir d'engager la Région dans la limite des actes de base et des règlements de copropriété. ».

Art. 30. L'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« Dispositions relatives au Service public de Wallonie Finances ».

Art. 31. Dans l'article 56 du même arrêté, les mots « secrétaire général et » sont abrogés.

Art. 32. L'article 57 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art 57. Le directeur général ou les agents ou membres du personnel contractuel du niveau A désignés à cet effet par celui-ci approuvent et liquident ou désengagent, s'il échet, dans le cadre des activités du Département ou de la Direction concerné, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire ou délégué à charge des crédits prévus sur les articles de base de la division organique 19 du budget général des dépenses de la Région ainsi que toute autre dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou délégué en matière de biens et services non spécifiques relatifs au budget, à la comptabilité, à la trésorerie et à la fiscalité. ».

Art. 33. Les articles 64 et 65 du même arrêté sont abrogés.

Art. 34. Les articles 67 et 68 du même arrêté sont abrogés.

Art. 35. Dans les articles 4, 24, 27, 28, 33, 34, 75, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 89, 96, 97, 100, 108, 113, 115, 141, 169, 170 et 172, le mot « agent » est chaque fois remplacé par les mots « agent ou membre du personnel contractuel ».

Art. 36. Dans les articles 7, 66, 95, 98, 109, 110, 119, 124, 140, 143 et 150, le mot « agents » est chaque fois remplacé par les mots « agents ou membres du personnel contractuel ».

Art. 37. Toute référence dans une norme de valeur décrétable ou réglementaire ou dans un contrat à l'arrêté de délégation du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au service public de Wallonie doit être lue comme faisant référence à l'arrêté du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au service public de Wallonie.

Art. 38. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 39. Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/33071]

2. SEPTEMBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen an den Öffentlichen Dienst der Wallonie an die Änderungen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Generalsekretariat und des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Finanzen

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, abgeändert durch die Sondergesetze vom 16. Juli 1993 und vom 8. August 1988;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen an den Öffentlichen Dienst der Wallonie;

Aufgrund der am 26. August 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 2. September 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen an den Öffentlichen Dienst der Wallonie wird die Wortfolge "oder die Abteilung Informations- und Kommunikationstechnologien verwaltet werden" durch die Wortfolge "oder ÖDW Digital verwaltet werden" ersetzt.

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 2 - Die Entwürfe von Bestellscheinen oder von jeglichen rechtlichen Verpflichtungen in Bezug auf den Erwerb, die Miete, den Unterhalt oder die Instandsetzung von nicht spezifischen Gütern bzw. Dienstleistungen werden dem Generaldirektor des ÖDW Unterstützung übermittelt, der sie je nach Fall an die Abteilung Mobiliarvermögensverwaltung, an die Abteilung Immobilienverwaltung, oder an den ÖDW Digital weiterleitet."

Art. 3 - Artikel 3 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 3 - Die Vollmachtserteilungen ergehen an die Mitglieder des statutarischen Personals, mit Ausnahme der Bediensteten auf Probe, sowie an die Mitglieder des Vertragspersonals des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Jeder Bedienstete, der mit der Ausübung eines höheren Amtes beauftragt wird, und jeder Bedienstete, der ad interim benannt wird, um ein Amt auszuüben, an das ein höherer Dienstgrad gebunden ist, übt die Befugnisse aus, die dem Inhaber dieses Dienstgrades durch den vorliegenden Erlass übertragen werden."

Art. 4 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch die beiden folgenden Absätze mit folgendem Wortlaut ersetzt:

Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Generalsekretärs ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, in Ermangelung anderslautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die er beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder seiner Verhinderung jeweils an den Generaldirektor des ÖDW Unterstützung, an den Generaldirektor des ÖDW Digital, oder, für die Abteilungen und die Direktionen, die dem Generalsekretär direkt unterstehen, an den jeweiligen Generaldirektor oder Direktor.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Generaldirektors ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, in Ermangelung anderslautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die er beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an den Generalinspektor der betroffenen Abteilung oder, für die Direktionen, die dem Generaldirektor direkt unterstehen, an den Direktor der betroffenen Abteilung."

2° in Absatz 2, jetzt Absatz 3, werden die Worte "in Absatz 1" durch die Worte "in den Absätzen 1 und 2" ersetzt;

3° in Absatz 3, jetzt Absatz 4, werden die Worte "in Absatz 2" durch die Worte "in Absatz 3" ersetzt;

4° in Absatz 4, jetzt Absatz 5, werden die Worte "in Absatz 2" durch die Worte "in Absatz 3" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird die Wortfolge "eines Verwaltungsdienstes mit autonomer Buchführung" gestrichen;

2° nach Paragraph 2 wird ein Paragraph 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 3. Für die Anwendung der Abschnitte 3, 4 und 5 des Kapitels I übt der Generalsekretär die ihm übertragenen Befugnisse nur in Bezug auf die Abteilungen des Generalsekretariats des KKS aus, die nach dem Organisationsplan des wallonischen öffentlichen Dienstes keiner Generaldirektion zugeordnet sind. "

Art. 6 - In Artikel 7 § 1 Ziffer 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "dem Generalsekretär und" gestrichen.

Art. 7 - In Artikel 8 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Dem Generalsekretär oder" gestrichen.

Art. 8 - In Artikel 31 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "den öffentlichen Dienst der Wallonie Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologien" durch die Wortfolge "den ÖDW Unterstützung" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 36 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Generalsekretär" durch die Wortfolge "Generaldirektor des ÖDW Unterstützung" ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 37 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Der Generalsekretär und jeder Bedienstete der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck benannt wird," durch die Wortfolge "Der Generaldirektor des ÖDW Unterstützung und jeder Bedienstete oder jedes Mitglied des Vertragspersonals der Stufe A, der bzw. das von ihm zu diesem Zweck benannt wird," ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 38 Absätze 1 und 2 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" jedes Mal durch die Wortfolge "Generaldirektor des ÖDW Unterstützung" ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 40 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wortfolge "Generaldirektor des ÖDW Unterstützung" ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 41 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "Der Generalsekretär und jeder Bedienstete der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck benannt wird," durch die Wortfolge "Der Generaldirektor des ÖDW Unterstützung und jeder Bedienstete oder jedes Mitglied des Vertragspersonals der Stufe A, der bzw. das von ihm zu diesem Zweck benannt wird," ersetzt;

2° nach Absatz 1 werden drei Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Der Generaldirektor des ÖDW Unterstützung oder die Bediensteten und Mitglieder des Vertragspersonals der Stufe A, die von ihm zu diesem Zweck benannt werden, genehmigen im Rahmen der Tätigkeiten ihrer Generaldirektion die Ausgaben, für die der erste bzw. bevollmächtigte Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der unter den Basisartikeln des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, sowie jede andere Ausgabe, für die der erste bzw. bevollmächtigte Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung im Bereich nicht spezifische Güter und Dienstleistungen im Zusammenhang mit der Verwaltung des beweglichen und unbeweglichen Vermögens eingegangen ist, stellen diese fest oder machen sie ggf. rückgängig.

In Abweichung von Artikel 9 Absatz 2 wird dem Generaldirektor des ÖDW Unterstützung die Vollmacht erteilt, ohne Begrenzung in Bezug auf den Betrag jede Ausgabe festzustellen, die auf die Basisartikel 12.04 und 12.05 des Titel I des Programms 23 des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Ausgabenhaushalts der Region anzurechnen ist, und sich auf die Mieten und Gebühren in Bezug auf Immobilien bezieht.

"Der Generaldirektor des ÖDW Digital oder die Bediensteten und Mitglieder des Vertragspersonals der Stufe A, die von ihm zu diesem Zweck benannt werden, genehmigen im Rahmen der Tätigkeiten ihrer Generaldirektion die Ausgaben, für die der erste bzw. bevollmächtigte Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der unter den Basisartikeln des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, sowie jede andere Ausgabe, für die der erste bzw. bevollmächtigte Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung im Bereich nicht spezifische Güter und Dienstleistungen im Zusammenhang mit der Datenverarbeitung eingegangen ist, stellen diese fest oder machen sie ggf. rückgängig."

Art. 14 - In das Kapitel II Abschnitt 2 desselben Erlasses wird ein Artikel 41/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 41/1 - Der Generalsekretär übt die Zuständigkeiten des Generaldirektors gegenüber den Dienststellen des ÖDW Generalsekretariat aus, die nach dem Organisationsplan des Öffentlichen Dienstes der Wallonie keiner Generaldirektion zugeordnet sind, und zwar für die Anwendung der Artikel 7, 43, 46 und 47 sowie gegenüber allen Dienststellen des ÖDW Generalsekretariat, unter Ausschluss der Generaldirektoren des ÖDW Generalsekretariat, für die in Artikel 8 genannten Entscheidungen.

Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, die in Artikel 7 genannten Entscheidungen in Bezug auf die Generaldirektoren des Generalsekretariats zu treffen."

Art. 15 - In Artikel 42 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wortfolge "Generaldirektor des ÖDW Unterstützung" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 43 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "Dem Generalsekretär und jedem Bediensteten der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck benannt wird," durch die Wortfolge "Dem Generaldirektor des ÖDW Unterstützung oder jedem Bediensteten oder Mitglied des Vertragspersonals der Stufe A, der bzw. das von ihm zu diesem Zweck benannt wird," ersetzt;

2° in Absatz 1 Ziffer 1 wird die Wortfolge "Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption" durch die Wortfolge "Adoptionsurlaub und Aufnahmeurlaub" ersetzt;

3° Absatz 1 Ziffer 1 wird durch die Wortfolge "Arbeitszeitregelung gemäß Artikel 391^{quater} des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes" ergänzt;

4° in den Absätzen Artikel 2 und 3 wird das Wort "Generalsekretär" jedes Mal durch die Wortfolge "Generaldirektor des ÖDW Unterstützung" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 44 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "Dem Generalsekretär und jedem Bediensteten der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck benannt wird," wird durch die Wortfolge "Dem Generaldirektor des ÖDW Unterstützung oder jedem Bediensteten oder Mitglied des Vertragspersonals der Stufe A, der bzw. das von ihm zu diesem Zweck benannt wird," ersetzt;

2° die Wortfolge "aufgrund des Alters oder die Vorpensionierung von Bediensteten" wird gestrichen.

Art. 18 - In Artikel 45 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "Dem Generalsekretär und jedem Bediensteten der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck benannt wird," wird durch die Wortfolge "Dem Generaldirektor des ÖDW Unterstützung oder jedem Bediensteten oder Mitglied des Vertragspersonals der Stufe A, der bzw. das von ihm zu diesem Zweck benannt wird," ersetzt;

2° zwischen das Wort "Vertragspersonalmitglieder" und die Wortfolge "zu unterzeichnen" wird die Wortfolge "einschließlich der Zusatzverträge" eingefügt.

Art. 19 - In Artikel 46 Absätze 1 und 2 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" jedes Mal durch den Wortlaut "Generaldirektor des ÖDW Unterstützung" ersetzt.

Art. 20 - In Artikel 47 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wortfolge "Generaldirektor des ÖDW Unterstützung" ersetzt.

Art. 21 - In Artikel 48 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Dem Generalsekretär und jedem Bediensteten der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck benannt wird," durch die Wortfolge "Dem Generaldirektor des ÖDW Unterstützung und jedem Bedienstete oder jedem Mitglied des Vertragspersonals der Stufe A, der bzw. das von ihm zu diesem Zweck benannt wird," ersetzt.

Art. 22 - In Artikel 49 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Dem Generalsekretär und jedem Bediensteten der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck benannt wird," durch die Wortfolge "Dem Generaldirektor des ÖDW Unterstützung und jedem Bedienstete oder jedem Mitglied des Vertragspersonals der Stufe A, der bzw. das von ihm zu diesem Zweck benannt wird," ersetzt.

Art. 23 - In Artikel 50 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wortfolge "Generaldirektor des ÖDW Unterstützung" ersetzt.

Art. 24 - In Artikel 51 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wortfolge "Generaldirektor des ÖDW Unterstützung" ersetzt.

Art. 25 - In Artikel 52 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "Dem Generalsekretär und jedem Bediensteten der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck benannt wird," wird durch die Wortfolge "Dem Generaldirektor des ÖDW Unterstützung oder jedem Bediensteten oder Mitglied des Vertragspersonals der Stufe A, der bzw. das von ihm zu diesem Zweck benannt wird," ersetzt;

2° die Wortfolge "mit Ausnahme" wird durch das Wort "einschließlich" ersetzt.

Art. 26 - In Artikel 53 desselben Erlasses wird das Wort "Generalsekretär" durch die Wortfolge "Generaldirektor des ÖDW Unterstützung" ersetzt.

Art. 27 - Artikel 54 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 54 - Außer wenn es sich um Mandatträger handelt und unbeschadet des Artikels 55 wird dem Generaldirektor des ÖDW Unterstützung die Vollmacht erteilt, eine Disziplinarstrafe in Form eines Verweises, einer Gehaltskürzung oder einer Strafversetzung zu verhängen.

Im Falle der Abwesenheit oder Verhinderung des Generaldirektors des ÖDW Unterstützung wird die Vollmacht durch den Generalsekretär ausgeübt."

Art. 28 - In Artikel 55 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "In Abweichung von Artikel 9 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2014 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung wird dem Generalsekretär die Vollmacht erteilt" durch die Wortfolge "Für Bedienstete unterhalb des Dienstrangs A4 wird dem Generaldirektor des ÖDW Unterstützung die Vollmacht erteilt" ersetzt;

2° Nach Absatz 1 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Im Falle der Abwesenheit oder Verhinderung des Generaldirektors des ÖDW Unterstützung wird die Vollmacht vom Generalsekretär ausgeübt."

Art. 29 - In das Kapitel II desselben Erlasses wird ein Abschnitt 3, der die Artikel 55/1 bis 55/2 umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Abschnitt 3. Erteilung von Vollmachten in Sachen Mobiliarvermögensverwaltung

Art. 55/1 - Dem Generaldirektor des ÖDW Unterstützung wird eine Vollmacht erteilt, um

1° Mietverträge abzuschließen, soweit die jährliche Miete einen Betrag von 125.000 Euro nicht übersteigt;

2° Vereinbarungen zur Regelung der Entschädigungen für Mietschäden abzuschließen, soweit ihr Betrag 125.000 Euro nicht übersteigt.

3° Mietvereinbarungen im Rahmen der zeitweiligen Nutzung der Räumlichkeiten der Informations- und Empfangszentren des Öffentlichen Dienstes der Wallonie durch natürliche oder juristische Personen zu unterzeichnen.

Art. 55/2 - Dem Generaldirektor des ÖDW Unterstützung oder dem Bediensteten oder Mitglied des Vertragspersonals der Stufe A, der bzw. das von ihm zu diesem Zweck benannt wird, wird eine Vollmacht erteilt, um

1° den Minister für die Vergabe und den Abschluss von Rechtsgeschäften in Bezug auf den Erwerb oder die Abtretung von unbeweglichen Gütern zu vertreten;

2° an den Versammlungen der Miteigentümer sowie an den Miteigentumsräten teilzunehmen, wobei er die Befugnis hat, im Rahmen der Basisurkunden und der Regelungen über das Miteigentum Verpflichtungen für die Region einzugehen."

Art. 30 - Die Überschrift von Kapitel III wird durch folgende Überschrift ersetzt:

"Bestimmungen über die des Öffentlichen Dienst der Wallonie Finanzen".

Art. 31 - In Artikel 56 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Generalsekretär und" gestrichen.

Art. 32 - Artikel 57 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art 57 - Der Generaldirektor oder die von ihm zu diesem Zweck benannten Bediensteten oder Mitglieder des Vertragspersonals der Stufe A sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der betreffenden Abteilung bzw. Direktion die Ausgaben, für die der erste bzw. bevollmächtigte Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der unter den Basisartikeln des Organisationsbereichs 19 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, sowie jede andere Ausgabe, für die der erste bzw. bevollmächtigte Anweisungsbefugte in Sachen nicht spezifische Güter und Dienstleistungen bezüglich des Haushalts, der Buchführung, des Kassenwesens und des Steuerwesens eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist, zu genehmigen und festzustellen oder ggf. rückgängig zu machen. ».

Art. 33 - Die Artikel 64 und 65 desselben Erlasses werden aufgehoben.

Art. 34 - Die Artikel 67 und 68 desselben Erlasses werden aufgehoben.

Art. 35 - In den Artikeln 4, 24, 27, 28, 33, 34, 75, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 89, 96, 97, 100, 108, 113, 115, 141, 169, 170 und 172 wird das Wort "Bediensteter" in allen Formen jedes Mal durch die Wortfolge "Bediensteter oder Mitglied des Vertragspersonals" in der entsprechenden Form ersetzt.

Art. 36 - In den Artikeln 7, 66, 95, 98, 109, 110, 119, 124, 140, 143 und 150 wird das Wort "Bediensteter" in allen Formen jedes Mal durch die Wortfolge "Bediensteter oder Mitglied des Vertragspersonals" in der entsprechenden Form ersetzt.

Art. 37 - Jede Bezugnahme in einem Dekret, einer Verordnung oder einem Vertrag auf den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie ist als Bezugnahme auf den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen an den Öffentlichen Dienst der Wallonie zu verstehen.

Art. 38 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats nach dem Monat seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 39 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. September 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/33071]

2 SEPTEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot aanpassing van het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de Waalse Overheidsdienst aan de wijzigingen van de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal en van de Waalse Overheidsdienst Financiën

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 16 juli 1993 en 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 augustus 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 september 2021;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, 3°, van het besluit van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de Waalse Overheidsdienst, worden de woorden “of door het Departement Informatie- en Communicatietechnologieën” vervangen door de woorden “of door de Waalse Overheidsdienst Digitale technologieën”.

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 2. De ontwerpen van bestelbonnen of van elke juridische vastlegging voor de aankoop, de huur of de herstelling van niet-specifieke goederen of diensten worden aan de Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten overgemaakt, die ze, naar gelang het geval, aan het Departement Roerend Beheer of het Departement Onroerend Beheer van de Waalse Overheidsdienst Digitale technologieën mededeelt. ».

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 3. De overdrachten van bevoegdheden worden toegekend aan de statutaire personeelsleden, met uitzondering van de stagiairs, en aan de contractuele personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst.

Elk personeelslid aan wie een hogere functie wordt toegekend en elk personeelslid dat ad interim wordt aangesteld om een functie te vervullen waaraan een hogere graad is verbonden, oefent de bevoegdheden uit die bij dit besluit aan de houder van die graad worden gedelegeerd. ».

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door twee leden, luidend als volgt:

“Bij afwezigheid of verhindering van de Secretaris-generaal, worden de overdrachten waarmee hij is belast, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door hem zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering, respectievelijk toegekend aan de Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten, aan de Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Digitale technologieën of, voor de departementen en directies die rechtstreeks onder de Secretaris-generaal ressorteren, aan de betrokken inspecteur-generaal of directeur.

Bij afwezigheid of verhindering van de Directeur-generaal, worden de overdrachten waarmee hij is belast, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door hem zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering, toegekend aan de inspecteur-generaal van het betrokken departement of, voor de directies die rechtstreeks onder de Directeur-generaal ressorteren, aan de directeur van de betrokken directie. » ;

2° in het tweede lid, dat het derde lid is geworden, worden de woorden “in het eerste lid” vervangen door de woorden “in het eerste en in het tweede lid”;

3° in het derde lid, dat het vierde lid is geworden, worden de woorden “in het tweede lid” vervangen door de woorden “in het derde lid”;

4° in het vierde lid, dat het vijfde lid is geworden, worden de woorden “in het tweede lid” vervangen door de woorden “in het derde lid”.

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, worden de woorden “van een “SACA”” opgeheven;

2° een paragraaf 3, luidend als volgt, wordt ingevoegd na paragraaf 2 :

“ § 3. Voor de toepassing van de afdelingen 3, 4 en 5 van hoofdstuk I, oefent de Secretaris-generaal de aan hem toegekende overdrachten enkel uit voor de diensten van de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-Generaal die door het organigram van de Waalse Overheidsdienst niet aan een directoraat-generaal worden toegewezen. ».

Art. 6. In artikel 7 van hetzelfde besluit, § 1, 1°, worden de woorden “de Secretaris-generaal en” opgeheven.

Art. 7. In artikel 8 van hetzelfde besluit, worden de woorden “aan de Secretaris-generaal of” opgeheven.

Art. 8. In artikel 31, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “van de Waalse Overheidsdienst, Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie-en Communicatietechnologieën” vervangen door de woorden “van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten”.

Art. 9. In artikel 36 van hetzelfde besluit, worden de woorden “Secretaris-generaal” vervangen door de woorden “Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten”.

Art. 10. In artikel 37 van hetzelfde besluit, worden de woorden “ De Secretaris-generaal en elke ambtenaar van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen” vervangen door de woorden “De Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten en elke ambtenaar of contractueel personeelslid van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen”.

Art. 11. In artikel 38, eerste lid en tweede lid van hetzelfde besluit, worden de woorden “Secretaris-generaal” telkens vervangen door de woorden “Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten”.

Art. 12. In artikel 40 van hetzelfde besluit, worden de woorden “Secretaris-generaal” vervangen door de woorden “Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten”.

Art. 13. In artikel 41 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden “De Secretaris-generaal en elke ambtenaar van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen” vervangen door de woorden “De Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten en elke ambtenaar of contractueel personeelslid van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen”.

2° er worden drie leden ingevoegd na het eerste lid, luidend als volgt:

“De Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten of de daartoe door hem aangewezen ambtenaren en contractuele personeelsleden van niveau A zijn gemachtigd om de uitgaven goed te keuren en te vereffenen of, in voorkomend geval, vrij te maken in het kader van de activiteiten van hun directoraat-generaal, die door de primaire of gemachtigde ordonnateur zijn vastgesteld ten laste van de kredieten voorzien op de basisallocaties van organisatieafdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, evenals elke andere uitgave die door de primaire of gemachtigde ordonnateur inzake niet-specifieke goederen en diensten met betrekking tot het beheer van roerende of onroerende goederen worden vastgelegd.

In afwijking van artikel 9, tweede lid, krijgt de Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten een delegatie om elke uitgave toerekenbaar op de basisallocaties 12.04 en 12.05 van titel I, programma 23, van organisatieafdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en betreffende de huur en belastingen m.b.t. onroerende goederen, zonder beperking in het bedrag, te vereffenen.

De Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Digitale technologieën of de daartoe door hem aangewezen ambtenaren en contractuele personeelsleden van niveau A zijn gemachtigd om de uitgaven goed te keuren en te vereffenen of, in voorkomend geval, vrij te maken in het kader van de activiteiten van hun directoraat-generaal, die door de primaire of gemachtigde ordonnateur zijn vastgesteld ten laste van de kredieten voorzien op de basisallocaties van organisatieafdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, evenals elke andere uitgave die door de primaire of gemachtigde ordonnateur inzake niet-specifieke goederen en diensten met betrekking tot informatica worden vastgelegd. ».

Art. 14. In hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde besluit, wordt een artikel 41/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 41/1. De Secretaris-generaal oefent de bevoegdheden van de Directeur-generaal uit ten opzichte van de diensten van de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal die door het organogram van de Waalse Overheidsdienst niet aan een directoraat-generaal zijn toegewezen voor de toepassing van de artikelen 7, 43, 46 en 47 en ten aanzien van alle diensten van de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-Generaal, met uitzondering van de directeurs-generaal van de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal voor de beslissingen bedoeld in artikel 8.

Er wordt aan de Secretaris-generaal delegatie verleend om de beslissingen bedoeld in artikel 7 ten opzichte van de directeurs-generaal van het Secretariaat-generaal te treffen. ».

Art. 15. In artikel 42 van hetzelfde besluit, worden de woorden “Secretaris-generaal” vervangen door de woorden “Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten”.

Art. 16. In artikel 43 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden “De Secretaris-generaal of elk personeelslid van niveau A dat daartoe door hem aangewezen wordt” vervangen door de woorden “De Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten of elke ambtenaar of contractueel personeelslid van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen”;

2° in het eerste lid, 1°, worden de woorden “verlof met het oog op de opvang van een adoptiekind,” vervangen door de woorden “adoptieverlof en opvangverlof,”;

3° in het eerste lid, 1°, worden de woorden “en de arbeidsregeling bedoeld in artikel 391 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode” toegevoegd;

4° in het tweede lid en in het derde lid, worden de woorden “Secretaris-generaal” telkens vervangen door de woorden “Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten”.

Art. 17. In artikel 44 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “De Secretaris-generaal of elk personeelslid van niveau A dat daartoe door hem aangewezen wordt” worden vervangen door de woorden “De Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten of elke ambtenaar of contractueel personeelslid van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen”;

2° de woorden “(leeftijdsgrens of vervroegd) van de personeelsleden” worden opgeheven.

Art. 18. In artikel 45 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “De Secretaris-generaal of elk personeelslid van niveau A dat daartoe door hem aangewezen wordt” worden vervangen door de woorden “De Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten of elke ambtenaar of contractueel personeelslid van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen”;

2° de woorden “met inbegrip van de aanhangsels bij deze overeenkomsten” worden ingevoegd tussen het woord “personeelsleden” en de woorden “te ondertekenen”.

Art. 19. In artikel 46, eerste lid en tweede lid van hetzelfde besluit, worden de woorden “Secretaris-generaal” vervangen door de woorden “Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten”.

Art. 20. In artikel 47 van hetzelfde besluit, worden de woorden “Secretaris-generaal” vervangen door de woorden “Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten”.

Art. 21. In artikel 48 van hetzelfde besluit, worden de woorden “De Secretaris-generaal of elk personeelslid van niveau A dat daartoe door hem aangewezen wordt” vervangen door de woorden “De Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten of elke ambtenaar of contractueel personeelslid van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen”.

Art. 22. In artikel 49 van hetzelfde besluit, worden de woorden “De Secretaris-generaal of elk personeelslid van niveau A dat daartoe door hem aangewezen wordt” vervangen door de woorden “De Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten of elke ambtenaar of contractueel personeelslid van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen”.

Art. 23. In artikel 50 van hetzelfde besluit, worden de woorden “Secretaris-generaal” vervangen door de woorden “Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten”.

Art. 24. In artikel 51 van hetzelfde besluit, worden de woorden “Secretaris-generaal” vervangen door de woorden “Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten”.

Art. 25. In artikel 52 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “De Secretaris-generaal of elk personeelslid van niveau A dat daartoe door hem aangewezen wordt” worden vervangen door de woorden “De Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten of elke ambtenaar of contractueel personeelslid van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen”;

2° het woord “behalve” wordt vervangen door de woorden “met inbegrip van”.

Art. 26. In artikel 53 van hetzelfde besluit, worden de woorden “Secretaris-generaal” vervangen door de woorden “Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten”.

Art. 27. Artikel 54 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 54. Met uitzondering van de mandatarissen en onverminderd artikel 55, is de Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten gemachtigd om een tuchtsanctie tot berisping, inhouding van wedde en strafmutatie op te leggen.

Bij afwezigheid of verhindering van de Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten, wordt de delegatie uitgeoefend door de Secretaris-generaal. ».

Art. 28. In artikel 55 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “In afwijking van artikel 9, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2014 tot regeling van de werking van de Regering, wordt delegatie verleend aan de Secretaris-generaal” worden vervangen door de woorden “Voor de personeelsleden met een rang lager dan A4, wordt delegatie verleend aan de Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten”;

2° er wordt een lid ingevoegd na het eerste lid, luidend als volgt: “Bij afwezigheid of verhindering van de Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten, wordt de delegatie uitgeoefend door de Secretaris-generaal. ».

Art. 29. In hetzelfde besluit, hoofdstuk II, wordt een afdeling 3 ingevoegd, die de artikelen 55/1 en 55/2 omvat, luidend als volgt:

“Afdeling 3. Delegaties inzake onroerend beheer

Art. 55/1. De Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten is gemachtigd om:

1° de huurovereenkomsten te sluiten voor zover de jaarlijkse huur 125.000 euro niet overschrijdt;

2° de overeenkomsten te sluiten ter regeling van de vergoedingen wegens huurschade voor zover het bedrag ervan 125.000 euro niet overschrijdt;

3° de huurovereenkomsten te sluiten in verband met de tijdelijke ingebruikname door natuurlijke of rechtspersonen van de lokalen van de Informatie- en Ontvangstcentra van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 55/2. De Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten of een daartoe door hem aangewezen ambtenaar of personeelslid van niveau A, wordt gemachtigd om:

1° de Minister te vertegenwoordigen bij het verlijden en het sluiten van akten betreffende de verwerving of overdracht van onroerende goederen;

2° te zetelen binnen de vergaderingen van de mede-eigenaars alsook binnen de raden van mede-eigendom, met de bevoegdheid om het Gewest te binden binnen de grenzen van de basisakten en het reglement van mede-eigendom. ».

Art. 30. Het opschrift van hoofdstuk III wordt vervangen door wat volgt:

“Bepalingen betreffende de Waalse Overheidsdienst Financiën”.

Art. 31. In artikel 56 van hetzelfde besluit, worden de woorden “Secretaris-generaal en” opgeheven.

Art. 32. Artikel 57 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 57. De Directeur-generaal of de ambtenaren of contractuele personeelsleden van niveau A die daartoe door hem worden aangewezen, zijn gemachtigd om de uitgaven goed te keuren en te vereffenen of, in voorkomend geval, vrij te maken in het kader van de activiteiten van het betrokken Departement of de betrokken Directie, die door de primaire of gemachtigde ordonnateur zijn vastgelegd ten laste van de kredieten voorzien op de basisallocaties van organisatieafdeling 19 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest, evenals elke andere uitgave die door de primaire of gemachtigde ordonnateur vastgelegd werd inzake niet-specifieke goederen en diensten met betrekking tot begroting, boekhouding, thesaurie en fiscaliteit. ».

Art. 33. De artikelen 64 en 65 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 34. De artikelen 67 en 68 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 35. In de artikelen 4, 24, 27, 28, 33, 34, 75, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 89, 96, 97, 100, 108, 113, 115, 141, 169, 170 en 172, worden, respectievelijk, het woord “personeelslid”, “het personeelslid”, “ambtenaar”, “de ambtenaar” telkens vervangen door de woorden “ambtenaar of contractueel personeelslid”.

Art. 36. In de artikelen 7, 66, 95, 98, 109, 110, 119, 124, 140, 143 en 150, wordt het woord “ambtenaren” of “personeelsleden” telkens vervangen door de woorden “ambtenaren of contractuele personeelsleden”.

Art. 37. Elke verwijzing in een decretale of reglementaire norm of in een overeenkomst naar het overdrachtsbesluit van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de Waalse Overheidsdienst moet worden gelezen als een verwijzing naar het besluit van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst.

Art. 38. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 39. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 september 2021.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/33115]

9 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code du Développement territorial pour la gestion des dégâts dus aux calamités naturelles

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code du Développement territorial, article D.IV.1, § 2, 1° et 3° ;

Vu le Code du Développement territorial (partie réglementaire) ;

Vu le rapport du 2 août 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 6 août 2021 ;

Vu l'article D.I.4, § 1^{er}, alinéa 4, du Code du Développement territorial ;

Vu l'avis 70.090/2/V du Conseil d'Etat, donné le 25 août 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence motivée par le droit à un logement décent garanti par la Constitution, la continuité du service public et la relance de l'activité économique déjà fortement perturbée par la pandémie COVID-19 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique, publié au *Moniteur belge* le 3 août 2021 ;

Considérant que 202 communes wallonnes ont été à ce stade considérées comme impactées, dont la majorité en région de langue française ;

Considérant que des bâtiments, des constructions et des installations touchés par les inondations sont gravement endommagés ou à l'état de ruine et menacent la sécurité publique, qu'il convient de les stabiliser ou de les démolir au plus vite ;

Considérant que des personnes et des familles sont hébergées dans des locaux, internats, kots, hôtels, qu'elles doivent libérer à très brève échéance ;

Considérant que des milliers de familles doivent être relogées ; que le parc locatif existant est insuffisant pour accueillir l'ensemble de la population concernée ; qu'il convient, parmi cette population sinistrée, d'être particulièrement attentif aux personnes éligibles à un logement public ou qui le seront suite à la calamité naturelle qu'elles ont subies et au fait que ces personnes ont plus de difficultés encore à accéder au marché locatif privé ; que des logements modulaires ou conteneurs habitables pourraient à court terme être mis à leur disposition ;

Considérant que de nombreuses activités économiques et des services publics, des activités d'utilité publique ou à finalité d'intérêt général, ne disposent plus de locaux adéquats, ceux-ci ayant été inondés, et sont à l'arrêt ; que des bâtiments provisoires type conteneurs peuvent être rapidement mis à disposition de ces services, des entreprises ou des indépendants concernés ;

Considérant que des ouvrages d'art supportant la voirie, des voies ferrées, des réseaux d'égouttage, de télécommunication et de transport de fluides ou d'énergie, doivent être réparés ou remplacés d'urgence ;